



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique d'aménagement du territoire

Question au Gouvernement n° 299

Texte de la question

SITUATION DE L'EMPLOI DANS LE BASSIN DE LONGWY

M. le président. La parole est à M. Edouard Jacque, pour le groupe UMP.

M. Edouard Jacque. Monsieur le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité, permettez-moi d'attirer votre attention sur la menace qui pèse à nouveau sur le bassin de Longwy, et plus précisément sur les quelque 800 salariés des usines Daewoo, notamment à Mont-Saint-Martin. C'est grâce à l'engagement de Jacques Chirac, alors Premier ministre, et au soutien de la DATAR pour assurer la reconversion industrielle de la Lorraine, qu'une relation s'était établie avec le groupe coréen Daewoo. Ainsi, 1 200 emplois ont été créés en sept ans. Hélas, le naufrage du système bancaire coréen en 1997 a placé le groupe Daewoo sous le contrôle indirect de l'Etat coréen. Malheureusement, à ce jour, les démarches de l'Etat français auprès de l'Etat coréen pour garantir les banques françaises sont restées vaines, conduisant les créanciers à réclamer le dépôt de bilan et la liquidation judiciaire. Les premières victimes sont les salariés.

M. Jacques Desallangre. Comme d'habitude !

M. Edouard Jacque. Monsieur le ministre, quelles mesures d'accompagnement social pour les salariés concernés est-il envisageable de mettre en place afin que la solidarité nationale joue en faveur de ce site, de ce territoire si durement touché par les restructurations successives ? Que compte faire le Gouvernement en faveur du bassin d'emploi de Longwy afin de rassurer et d'aider les nombreuses familles plongées à nouveau dans l'inquiétude et le doute ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité.

M. François Fillon, ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Monsieur le député, le groupe Daewoo est frappé par la crise mondiale qui secoue l'ensemble du secteur électronique. S'agissant de ses trois établissements français, l'un a d'ores et déjà fermé en décembre et son plan social a été négocié. Le deuxième est confronté à une annonce de fermeture, et un plan social est en cours de négociation. Quant au troisième, que vous venez d'évoquer, celui de Mont-Saint-Martin, il vient de faire l'objet d'une décision de redressement judiciaire, le 9 janvier dernier, et a été placé en période d'observation jusqu'au 6 février. A l'heure où nous parlons, la position du groupe sud-coréen sur l'avenir de ce site n'est pas connue. La priorité actuelle du Gouvernement, et notamment du ministre de l'industrie, est de faire pression sur les responsables du groupe Daewoo pour qu'ils fassent connaître leur position. Pour notre part, nous ne pouvons nous résoudre à la fermeture de ce site.

Au-delà, le Gouvernement a décidé de mettre en place tous les instruments de la revitalisation du bassin du Pays-Haut. Au plan local, sous l'autorité du préfet de région, une cellule de réindustrialisation vient d'être créée. Je peux vous annoncer que, le 17 janvier prochain, se tiendra à Matignon, sous l'autorité du Premier ministre,

une réunion qui permettra à l'ensemble des services de l'Etat de mettre en oeuvre un plan d'urgence pour votre région. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.*)

M. le président.

Données clés

Auteur : [M. Édouard Jacque](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (7^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 299

Rubrique : Aménagement du territoire

Ministère interrogé : affaires sociales, travail et solidarité

Ministère attributaire : affaires sociales, travail et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 15 janvier 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 15 janvier 2003